



**Ville de Vernon**  
EN NORMANDIE

**Direction de l'aménagement Urbain**

**Voirie et réseaux**

Place Barette - BP 903 - 27207 Vernon cedex

**Tél : 0800027200**

**Dossier suivi par** : Cadorin Nathalie

**Email** : ncadorin@vernon27.fr

**Arrêté n° 0862/2019**

**Occupation du domaine public (nacelle) - Rue de la Gare - du 04 novembre au 08 novembre 2019**

Le Maire de la Commune de VERNON,

**Vu** l'article L2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** les articles R 417-11§ II 5ème et 10ème et IV et V, R 411-25§III du Code de la Route,

**Vu** le règlement de voirie communale,

**Vu** le procès-verbal d'élection du Maire et des adjoints en date du 04 décembre 2015,

**Vu** le procès-verbal d'élection du 10<sup>ème</sup> adjoint en date du 31 mars 2017,

**Vu** l'arrêté n° 613/2019 du 4 juillet 2019 portant délégations de fonction et de signature aux adjoints,

**Vu** l'arrêté n° 646/2019 du 16 juillet 2019 portant délégations de signature à certains agents communaux.

**Considérant** la demande de Monsieur Antony CARLOS, sis 1, avenue Victor Griffuelhes à GRAND-QUEVILLY, tendant à réaliser le lavage de façade et des travaux de peinture de soubassement sur le bâtiment SNCF,

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de sécurité qui s'imposent,

Sur proposition de Monsieur le Directeur des Services Techniques,

**ARRETE**

Article 1 : Le demandeur est autorisé à occuper le domaine public au droit du bâtiment SNCF, rue de la Gare, par l'utilisation d'une nacelle du lundi 4 au vendredi 8 novembre 2019.

Article 2 : L'entreprise s'assurera de laisser un passage pour la circulation des véhicules sur cette voie.

Article 3 : La signalisation règlementaire sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

Article 4 : Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commandant de Police et tous agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vernon, le 23 octobre 2019



Commune de VERNON

Conformément au code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre le présent acte pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa publication. Dans ce même délai, il peut également faire l'objet d'un recours gracieux adressé à son auteur ; cette démarche prolonge alors le délai de recours contentieux qui peut ensuite être introduit auprès du Tribunal Administratif dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).